

Parents, enseignants, jeunes : face aux tentatives de Blanquer d'opposer les uns aux autres, rassemblons-nous pour exiger un recrutement massif urgent pour sauver l'avenir des jeunes et protéger la santé de tous !

« Parents d'élèves, la grande inquiétude » titrait *Le Parisien* ce lundi 9 novembre.

Jour où, dans beaucoup de lycées et sur autorisation du ministre Blanquer, le « protocole sanitaire renforcé » se traduisait par l'expulsion des élèves de la moitié de leurs cours au nom de la lutte contre la propagation du virus.

Jour où, de fait, les inégalités devant l'accès à l'instruction ont explosé, puisque c'est lycée par lycée que se décide la mise en place d'un protocole, certains jeunes continuant à pouvoir suivre l'intégralité de leurs cours, d'autres étant interdits d'accès à leur lycée la moitié de la semaine. « *On est super inquiets pour son avenir* » explique une mère d'élève dans ce même journal qui se bat pour que sa fille puisse suivre tous ses cours, « *car l'accès ne se fait plus de droit à l'université pour les bacheliers. Parcoursup ne fera pas de quartier* ». Elle a raison d'être inquiète !

Tout comme les enseignants ont raison d'être inquiets pour leur santé et celles de leurs élèves, et d'exiger, dans les nombreuses assemblées générales qui se sont tenues depuis le 2 novembre, **que toutes les mesures soient prises pour éviter la fermeture des établissements scolaires, que les dédoublements des classes soient mis en place pour permettre distanciation physique et limitation du « brassage ».**

Est-il possible de dédoubler les classes sans qu'aucun élève ne perde une seule heure de cours ?

Non répond ce gouvernement qui, refusant de débloquent un seul centime, joue la division entre les parents et les enseignants en autorisant chaque lycée à s'organiser localement au mépris de toute égalité des droits.

Oui répondrait un gouvernement partant des intérêts de l'immense majorité et qui n'aurait pas d'autre souci que de préserver la jeune génération à la fois du naufrage scolaire et de la contamination par le virus. Il suffirait pour cela de mettre en place un plan de recrutement massif et immédiat d'enseignants (par le réemploi des contractuels aujourd'hui au chômage, ou

l'appel à de jeunes étudiants prêts à enseigner, etc.), d'agents d'entretien pour nettoyer et désinfecter les locaux, et de tous les personnels nécessaires (surveillants, etc.). Il suffirait de réquisitionner tous les locaux vacants, installer tous les préfabriqués nécessaires pour créer les nouvelles classes permettant un dédoublement des effectifs sans, répétons-le, qu'aucun élève ne perde une seule heure de cours.

Et qu'on ne nous dise pas que c'est impossible ! Même les gouvernements italiens et espagnols ont pris des mesures dans ce sens, avec le recrutement de 40 000 enseignants depuis septembre dernier !

Il suffirait pour se faire de réquisitionner les 560 milliards d'euros offerts par le gouvernement aux banquiers et aux patrons et d'en utiliser une partie pour ce plan d'urgence !

Un tel plan d'urgence permettrait de préserver la santé de chacun et de maintenir une école qui instruit tous les jeunes à égalité.

Le gouvernement veut profiter de la crise sanitaire pour accentuer l'atomisation de l'école établissement par établissement et porter un coup supplémentaire au baccalauréat national. Face à cette offensive, pour le POID, il y a **urgence que se forge l'unité des organisations des travailleurs et des jeunes autour d'un plan d'urgence de défense et de reconquête de l'école publique qui commencerait par :**

- **imposer ce plan de recrutement massif, ces dédoublements sans perte d'heures de cours pour les jeunes et permettant le respect des mesures sanitaires nécessaires ;**
- **abroger toutes les contre-réformes accentuant les inégalités, à commencer par la réforme du bac et la loi ORE instaurant la sélection à l'entrée à l'université !**

Discutons en !

Lisez toutes les informations dans *La Tribune des travailleurs* concernant la situation dans les écoles et la responsabilité du gouvernement. Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

A retourner à : poidemocratique@orange.fr ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.